

Comité pour la Défense du Nucléaire Français

Appel au soutien du Professeur Pellerin

Nous nous élevons avec la plus grande fermeté contre la mise en cause, judiciaire et morale, du Professeur Pierre Pellerin, ancien Directeur du SCPRI.

Un certain nombre de personnes mal intentionnées, regroupées dans des organismes ne relevant ni de l'Etat, ni de l'industrie, ni des instances scientifiques officielles (comme la CRIIRAD), reprochent au Professeur Pellerin d'avoir minimisé voire occulté les mesures de radioactivité dont il avait connaissance, et d'avoir ainsi provoqué un « défaut de protection des populations contre les retombées radioactives de l'accident de Tchernobyl ».

Or, il nous paraît pour le moins évident qu'en agissant de la sorte, le Professeur Pellerin avait agi conformément à la mission que lui avait confiée l'Etat français, mission qui consistait à verrouiller le plus étroitement possible les flux d'information relatifs au nucléaire, de façon à entraver toute propagation, dans notre pays, d'un courant d'opinion hostile à l'exploitation de l'énergie nucléaire, alors que l'Etat français d'alors avait décidé de favoriser ce type d'énergie à tout prix, décision entièrement reconduite depuis lors par tous les gouvernements successifs.

A ceux qui recherchent une trace écrite des ordres qu'il aurait reçus, nous répondons sans ambages qu'un haut fonctionnaire n'a pas besoin de telles demandes pour agir dans le sens de ce qu'on attend de lui. Il a le sens de l'Etat, et donc de la vérité d'Etat. Quand l'Etat peut s'appuyer sur de bons commis, il n'a pas besoin de s'impliquer lui-même dans des écrits compromettants, il sait qu'il sera compris parce qu'il peut s'appuyer sur des personnes dont la sensibilité a été adéquatement formée. Comme l'avait écrit quelqu'un dans un livre consacré à la « banalité du mal » : « une seule chose aurait engendré sa mauvaise conscience, c'est de ne pas avoir acheminé vers la mort, avec un zèle sans relâche et par une gestion irréprochable, des millions d'hommes, de femmes et d'enfants. » Que la situation soit bénigne ou catastrophique, il n'y a qu'une façon d'être consciencieux : c'est celle que les belles âmes ne veulent pas comprendre.

Dès l'instant où la catastrophe de Tchernobyl eut lieu, le 26 avril 1986, il était aisé pour tout un chacun de comprendre, dans les grandes lignes, ce qui venait de se produire. Très rapidement, des associations s'étaient créées pour analyser les périls qui retombaient, inévitablement, sur l'ensemble des populations ; et en mars 1987 paraissait déjà un livre qui en faisait le tour : *Tchernobyl – Anatomie d'un nuage, inventaire provisoire des dégâts physiques et moraux consécutifs à la catastrophe du 26 avril 1986* (Editions Gérard Lebovici). Tout ce qui s'est dit ou écrit depuis n'a consisté qu'à admettre par fragment, au compte-

goutte, ce qui ne pouvait plus être occulté¹. Mais le Professeur Pellerin n'avait pas pour mission, quant à lui, de composer avec la vérité, ou de veiller à ne pas dépasser certaines doses de vérité. Placé sous l'autorité des plus hautes instances de l'Etat, il était chargé de préserver, par tous les moyens disponibles, l'orientation nucléariste du pays. Et ce rôle, il l'a consciencieusement et efficacement rempli : consciencieusement, car il lui fallait s'imposer une belle sérénité alors même qu'il savait forcément à quel point il mentait ; et efficacement encore bien plus, puisque grâce à lui, la vérité ne commence à se faire jour, sur le nucléaire, sur les scientifiques et sur l'Etat, que vingt ans plus tard. Vingt ans de gagnés, voilà qui justifierait bien plus d'inscrire Pierre Pellerin à l'Ordre du Mérite que de le mettre en examen pour « tromperie aggravée ». Le nucléaire existe toujours, plus que jamais, et cela est la principale victoire, déjà acquise, du Professeur Pellerin.

C'est le travail accompli par le Professeur Pellerin qui avait également permis de protéger les dirigeants politiques d'alors, et qui permet une nouvelle fois de faire de même en 2006, puisqu'on nous communique aujourd'hui que les mesures de l'époque avaient été « masquées aux autorités décisionnaires » : Pierre Pellerin apparaît ainsi comme le Jean-Louis Gergorin du nucléaire, tout comme, si l'on préfère conserver la chronologie, le numéro deux d'EADS se présente comme le Pellerin de la magouille politico-financière Clearstream.

Pour toutes ces raisons, il nous paraît inacceptable de voir le Professeur Pellerin, qui fut une sorte de super-lampiste, porter le chapeau du complexe nucléo-étatique français. Connaissant le caractère discipliné et les capacités de sacrifice de ce commis scientifique de l'Etat, tout nous porte à penser qu'au cours de l'instruction judiciaire qui s'annonce, Pierre Pellerin continuera à protéger ses commanditaires, et qu'il nous incombera donc à nous, observateurs impartiaux, de le défendre, au besoin contre lui-même. Il est indigne de s'acharner sur un vieillard de 82 ans pour faire silence sur la responsabilité de François Mitterrand (Président de la République), de Jacques Chirac (Premier Ministre), de Michèle Barzach (Ministre de la Santé), d'Alain Madelin (Ministre de l'Industrie) et de Charles Pasqua (Ministre de l'Intérieur).

Dans cette perspective, nous appelons tous ceux qui parviendraient aux mêmes conclusions que nous à se réunir tous les lundi soirs, vers 19 heures, Place du Panthéon à Paris, pour y défiler derrière des banderoles libellées « *Pierre Pellerin ne doit pas être un écran de protection* », « *Il faut sauver le soldat Pellerin* », et, accroché au fronton de l'Eglise du Panthéon, « *Au grand falsificateur, la patrie reconnaissante* ».

Le Comité pour la Défense du Nucléaire Français
est composé d'adhérents individuels, agissant à titre privé,
issus de diverses sociétés de bienfaisance publique telles que :
la Cogema, le Ministère de l'Industrie, EDF, Framatome, Novatome, le CEA.

¹ Ainsi peut-on lire dans *Le Monde* du 31 mai 2006, qu'en 1986, « la publication de valeurs moyennes par département, par région, voire par partie du territoire était de nature à masquer la réalité d'une contamination localisée à certaines zones ultérieurement dénommées "taches de léopard" » ; cette constatation, mûrie pendant deux décennies, ne se rapproche-t-elle pas sensiblement des lignes suivantes, extraites du livre cité plus haut et écrit immédiatement après la catastrophe : « le principe de l'égalité [des mesures] devient étonnamment dépendant de *qui* effectue les mesures, au même endroit, et bascule même dans l'irrationnel accompli avec le système absurde des mesures *moyennes* délivrées à des populations constituées d'individus *particuliers*, parfaitement étrangers par essence à des spéculations statistiques sans réalité, mais concernés au plus haut point par les variations et les extrêmes ponctuellement réels [...] l'étonnante discontinuité spatiale des retombées est toute désignée pour balayer d'un coup la méthode des mesures ponctuelles sélectives, lesquelles reposent entièrement sur l'hypothèse *réfutée* d'une parfaite continuité linéaire des retombées radioactives » (p. 16 – 31) ?